

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACTIVITES DE RECYCLAGE ET DE FORMULATION - ARF

22 rue Jean Messenger
BP 137
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : 136_2026
Code AIOT : 0005103993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement ACTIVITES DE RECYCLAGE ET DE FORMULATION - ARF implanté 22 RUE JEAN MESSAGER 59330 Saint-Remy-du-Nord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACTIVITES DE RECYCLAGE ET DE FORMULATION - ARF
- 22 RUE JEAN MESSAGER 59330 Saint-Remy-du-Nord
- Code AIOT : 0005103993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La visite d'inspection est associée au contrôle inopiné du rejet atmosphérique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	indisponibilité des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58_V	Sans objet
2	ouvrage de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1	Sans objet
3	ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1	Sans objet
4	valeurs limites d'émission autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a adressé le récapitulatif des dépassements "30 mn" pour l'année 2025. Des justificatifs sont attendus. Les résultats obtenus lors du contrôle inopiné sont en dessous des valeurs limites autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58_V
Thème(s) : Risques chroniques, contexte
Prescription contrôlée : V. - Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats :

Le contrôle inopiné s'est déroulé sur deux jours. L'inspection était présente le premier jour durant une partie du prélèvement. Quelques valeurs ont été relevées au poste de pilotage.

NOX 33,8 mg/Nm³

SO₂ 3 mg/Nm³

CO 0,7mg/Nm³

HCL 0 mg/Nm³

NH₃ 2 mg/Nm³

La première journée est dédiée à la mesure de :

monoxyde de carbone (CO)

oxyde d'azote (NOX)

composés organiques volatils totaux (COVT)

poussières totales

dioxyde de soufre (SO₂)

mercure (Hg)

Métaux lourds particuliers et gazeux

La deuxième journée était dédiée à la mesure de :

acide fluorhydrique (HF) particulaire et gazeux

acide chlorhydrique (HCL)

La plateforme est accessible par un escalier puis une échelle à crinoline. Le matériel est hissé par l'intermédiaire d'un palan manuel. La plateforme permet d'accéder à la cheminée et à une trappe permettant d'installer la sonde de prélèvement.

Les déchets alimentant le four rotatif sont introduits en tuyère pour les déchets liquides et solides et en amont du four (zone froide) pour les déchets solides et minéraux.

L'enceinte statique (post-combustion) est équipée d'une tuyère pouvant être alimentée par des déchets liquides. La durée de séjour d'un déchet solide dans le four est d'environ 8 heures.

Les fumées sont traitées par injection de bicarbonate, chaux et charbon actif. Un charbon actif dédié au mercure est pulvérisé en plus des produits utilisés pour le traitement des fumées (bicarbonate chaux charbon actif).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : ouvrage de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, évacuation des rejets

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

La dilution des rejets atmosphérique est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu

<p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les gaz de combustion sont raccordés en amont de l'enceinte statique d'incinération et sont rejetés après traitement des fumées. Les événements de respiration des cuves sont raccordés au four rotatif.</p> <p>La trappe pour installer la sonde de mesure est placée après une longueur permettant d'avoir une vitesse d'éjection stable. Il a été observé une vitesse entre 22,8 et 24,9 m/s.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : ouvrages de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, points de prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La plateforme permet au bureau de contrôle d'installer ses équipements de prélèvement (sonde, pompe, refroidisseur) et de relier une ligne de mesure entre la plateforme et les autres instruments d'analyse au pied de la cheminée.</p>

N° 4 : valeurs limites d'émission autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral en vigueur du 7/02/2017

Moyenne journalière

VLE poussière 5 mg/Nm³

VLE COVT non définie

VLE CO 30 mg/Nm³

VLE HCL 8 mg/Nm³

VLE HF 1 mg/Nm³

VLE SO₂ 40 mg/Nm³

VLE Nox 150 mg/Nm³

VLE NH₃ non définie

VLE Cd+Tl 0,05 mg/Nm³

VLE Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V (Sn,Se,Te,Mn) 0,5 mg/Nm³

VLE Hg 0,02 mg/Nm³

VLE As 0,05 mg/Nm³

VLE Cr 0,1 mg/Nm³

VLE ammoniac 10 mg/Nm³

Les VLE de l'arrêté ministériel sont les mêmes que l'arrêté en vigueur excepté pour :

COVT pour une VLE à 10

CO pour une VLE à 50

Cd + Tl pour une VLE à 0,02

Hg pour une VLE à 0,02

Nox pour une VLE à 150.

Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Ni+V pour une VLE à 0,5

As et Cr pas de VLE

Constats :

Les résultats du contrôle inopiné sont conformes aux VLE

CO 8,3 mg/Nm³

Nox 51,1 mg/Nm³

COVNT 2,6 mg/Nm³

poussière 0,18 mg/Nm³

SO ₂ 0,01 mg/Nm ³
Hg 6,7 µg/ Nm ³
Cd + Tl 0,01 µg/ Nm ³
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V 17,9 µg/ Nm ³
HF 0,01mg/Nm ³
HCL 0 mg/Nm ³
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.1.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Durée	
Prescription contrôlée : Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d’indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d’effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : <ul style="list-style-type: none">• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d’indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l’exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Sans préjudice des dispositions de l'article 8.8.2, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Les consignes d’exploitation de l’ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d’un arrêt pour travaux de modification ou d’entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.	
Constats : L’ensemble des traitements de fumées était opérationnel au moment de la visite. En 2025, l’exploitant a cumulé 61 dépassements (compteur 30 mn). Il concerne essentiellement le dépassement en CO (VLE à 100). Chaque arrêt est commenté excepté pour les jours suivants :	
08/07/2025 17:30	08/07/2025 18:00
08/07/2025 20:00	08/07/2025 20:30
09/02/2025 06:30	09/02/2025 07:00

09/11/2025 12:30	09/11/2025 13:00
<p>Les arrêts sont liés à des redémarrages d'installations, des instabilités de combustion, des entrées d'air (tempête Benjamin), des coupures de la turbine, bouchage de trémie, bouchage cannes BPC ...</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois justifier l'absence de commentaire pour les arrêts 30 mn des 8/07 9/02 09/11</p>	
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>	
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>	
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>	